



## « L'EUROPE SOCIALE », VOUS Y CROYEZ, VOUS ?

### DIRE « EUROPE » POUR DESIGNER L'UE, C'EST DEJA UNE ESCROQUERIE

Chypre est membre de l'Union Européenne (UE). C'est pourtant une île du Proche-Orient, plus près de Beyrouth que Gaza. En revanche, notre voisine la Suisse n'en fait pas partie... L'Union Européenne est une association de 27 pays liés par traité : rien à voir avec l'Europe géographique. Les « députés européens » que nous allons élire en juin 2009 feront partie d'un parlement qui ne dirige pas l'Europe : ses avis ne sont que consultatifs. Ainsi le parlement européen refuse de voter sur l'approfondissement des relations avec Israël pour sanctionner sa politique envers les Palestiniens ? L'UE se passe de l'avis du parlement et décide, quelques jours avant l'agression contre Gaza, exactement le contraire.

Le projet de Constitution ayant été rejeté en 2005 par la France et les Pays Bas, l'UE est régie par sa copie conforme, le Traité de Lisbonne, sur lequel les peuples n'ont pas été consultés directement (sauf l'Irlande, qui l'a refusé). Les décisions de l'UE sont prises en réunion des chefs d'Etat ou des ministres des pays membres. Dans l'intervalle, c'est la « Commission Européenne », dont les membres sont nommés, qui dirige l'UE.

Ce fonctionnement peu démocratique est ancré dans l'histoire même de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier (CECA 1951) devenue Communauté Economique Européenne (CEE 1957) puis « Union Européenne » (UE, 1992).

### L'UNION EUROPEENNE : UNE MACHINE DE GUERRE CONTRE LES TRAVAILLEURS

Dans les années 50, les idéologues de la droite anticommuniste (Schumann, De Gasperi et Monnet) ont inventé « l'Europe » supranationale en pleine guerre froide. Leur objectif était double :

- Créer un grand marché pour ouvrir de nouveaux débouchés aux marchandises, sans se préoccuper des bas salaires et du chômage.
- Limiter le rôle des parlements nationaux, à l'époque sensibles à la volonté populaire d'en finir avec la domination des trusts.
- L'Union Européenne s'est constituée autour du marché du charbon et de l'acier (ce qui a produit la fermeture de toutes les mines françaises). C'est un instrument du capital et son élargissement n'a pas changé sa nature : c'est une union des multinationales, une machine de guerre contre les conquêtes politiques et sociales des travailleurs.

### REFUSER CETTE UNION EUROPEENNE CE N'EST PAS ETRE NATIONALISTE

Le nationalisme voudrait nous faire croire que tous les Français ont des intérêts communs « par nature ». C'est faux car les premiers adversaires des salariés français sont leurs **exploiteurs français**. La question de la nation ne doit pas se poser en dehors de la solidarité internationale de classe.

Bien sûr en France la nation s'est souvent constituée au mépris des identités et des cultures locales ou régionales, au prix de guerres et de marchandages sordides.

Mais, au fil de l'histoire, le cadre national est devenu un cadre identitaire de conquête de droits sociaux auxquels les étrangers, que l'histoire a poussés sur la terre de France, ont largement contribué et contribuent encore. Ce sont ces acquis historiques et cette diversité culturelle qui constituent le vrai contenu de la nation française et le seul cadre dans lequel le peuple de France peut espérer s'approprier un jour les richesses nationales aujourd'hui dans les mains du capital.

## L'UNION EUROPEENNE : UNE FORTERESSE CAPITALISTE

L'histoire de l'Union Européenne, c'est une succession d'attaques contre les salariés, les systèmes de retraite et de sécurité sociale, le droit du travail et le droit syndical. Des droits fondamentaux comme l'éducation, la santé, la protection sociale sont convertis en sources de profits pour le grand capital. Les exploitations agricoles familiales, la pêche artisanale sont ruinées, les artisans et les petites entreprises indépendantes sont écrasés sous la domination des groupes financiers et de la grande distribution. Sur le plan monétaire, on peut voir aujourd'hui que l'Euro ne nous a protégé ni de la fuite des capitaux, ni des délocalisations, ni des effets désastreux du capitalisme financier. L'UE, qui refuse la libre circulation des hommes (contrairement aux

marchandises), participe au pillage des pays pauvres (y compris leur matière grise). En même temps, elle met des barbelés à ses frontières et adopte des lois de plus en plus répressives sur le droit d'asile et l'immigration. Elle se militarise et collabore dans des guerres impérialistes : en Afghanistan et en Irak. Sur « recommandation » de l'OTAN et de la Commission européenne, les dépenses militaires augmentent et la course aux armements reprend. Comme l'illustre depuis des années son incapacité à jouer un véritable rôle dans le conflit du Proche-Orient, l'UE n'est pas un contrepoids à l'empire américain mais un état impérialiste en construction tantôt allié, tantôt opposé aux USA, toujours dans l'intérêt des multinationales.

## ETRE OU NE PAS ETRE... DANS L'UNION EUROPEENNE

Si le Traité de Lisbonne avait été en vigueur en 2003, la France aurait sans doute été dans l'obligation de s'engager dans la guerre en Irak. Qui peut prétendre qu'une majorité de pays membres de l'Union Européenne s'y serait opposée ? Et qu'en serait-il aujourd'hui ?

Les Norvégiens, les Islandais et les Suisses n'ont pas à se plaindre de ne pas être dans l'U.E. En Amérique Latine, le Venezuela, la Bolivie, Cuba et d'autres, face au projet US (ALCA) d'instaurer une forme d'alliance continentale équivalente à notre UE, n'ont pas eu peur d'inventer et ont su créer ALBA, une autre forme de coopération internationale basée sur le progrès social. Dans un monde global où un habitant sur six meurt de faim à cause en particulier de la domination de l'Europe et de l'Amérique du Nord, qui peut croire à la possibilité d'une « Europe sociale » ? A cette chimère nous opposons l'idée de faire preuve de courage politique et de capacité d'invention. **Il est temps de sortir de cette alliance là** et d'établir avec d'autres pays, pas seulement européens, des coopérations mutuellement avantageuses pour les peuples.

**Franchement, qu'est ce qui est le plus réaliste :**

**Créer une « Europe sociale » dans son carcan actuel et avec 27 pays dont les gouvernements sont pour une écrasante majorité à droite, sachant que, même, quand la majorité était à « gauche », contrairement aux privatisations et à la précarité, les salaires n'ont pas augmenté ?**

**Ou bien viser un gouvernement progressiste en France, en mesure de sortir de l'Union Européenne, d'instaurer d'autres coopérations ?**

**L'UE ? POUR NOUS, IL FAUT EN SORTIR !**

.....  
Je désire être informé des initiatives et réunions de Rouges Vifs 13

OUI NON

J'adhère à Rouges Vifs 13

OUI NON

NOM.....PRENOM.....

ADRESSE.....

.....TEL.....

MAIL.....

Rouges Vifs 13 – 9 rue St André 13014 Marseille – 04 91 02 18 36 – [rougemidi.org](http://rougemidi.org)